

2 Politique

Gabon-Togo

Faure Gnassingbe attendu à Libreville ce matin

Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

LE président de la République du Togo, Faure Essozima Gnassingbe est attendu à Libreville aujourd'hui. Il y séjournera dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié et rencontrera le chef de l'État gabonais, Ali Bongo Ondimba. Il s'agit de la première visite d'un chef d'État étranger, depuis le retour, au pays, du président de la République ga-

bonaise.

Les deux hommes d'Etat vont s'entretenir sur plusieurs questions d'intérêt commun, et de coopération entre leurs deux pays. L'on se souviendra que lors de sa dernière visite au Gabon, le 24 mai 2018, le numéro un togolais et son homologue gabonais avaient longuement échangé sur divers sujets. Notamment, la coopération bilatérale entre le Gabon et le Togo, la situation politique et sécuritaire en Afrique de l'Ouest et Centrale, ainsi que l'intégration sous-régionale. Se

félicitant de l'excellence des relations qui existent entre leurs pays, les deux chefs d'Etat avaient, alors, réaffirmé leur ferme volonté de renforcer davantage l'axe Libreville-Lomé. Forts de leur attachement aux valeurs de paix et de stabilité, Ali Bongo Ondimba et Faure Essozima Gnassingbé, respectivement président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avaient égale-



Photo : DCP/L'Union

ment émis le souhait de mutualiser leurs efforts et d'asseoir ainsi le développement économique des deux sous-régions. C'est dire que le tête-à-tête annoncé entre les deux personnalités devrait être de nature à voir comment concrétiser les accords et autres conventions existant entre les deux États.

Les deux chefs d'Etat, lors de leur dernière rencontre à Libreville en mai 2018.

Primature/Appui à l'Éducation

La directrice de l'AFD réaffirme son ambition à aider le Gabon

J.K.M

Libreville/Gabon

Lætitia Dufay qui a échangé, hier, avec le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a dit que l'Agence française de Développement (AFD) sera aux côtés des autorités gabonaises pour contribuer à la résorption du déficit de salles classes dans le secteur éducatif.

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, s'est entretenu, hier, à son cabinet, avec la directrice de l'Agence française de développement (AFD) pour le Gabon et Sao Tomé et Príncipe, Lætitia Dufay. Les deux personnalités ont dressé un état des lieux, en

termes d'infrastructures, du secteur éducatif dans notre pays. Tout en réaffirmant l'engagement du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, pour l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage des enseignants et des apprenants, le chef du Gouvernement a relevé la préoccupation de son équipe de voir se concrétiser la convention liant, depuis 2016, l'État gabonais à l'AFD, à travers le Programme d'investissements dans le secteur de l'éducation (Pise). Lequel vise à réduire le déficit en termes d'infrastructures scolaires, à Libreville et Port-Gentil, par la construction de cinq cents (500) salles de classes devant accueillir vingt-cinq mille élèves dans les années à venir. Ce qui devrait



Photo : D.R

Tête-à-tête entre le Premier ministre, et la directrice de l'AFD pour le Gabon et Sao Tomé et Príncipe.

contribuer à l'amélioration de la qualité de l'offre éducative et de la vie scolaire dans ces deux localités, les

plus importantes de notre pays. Lesquelles, du fait notamment de l'exode rural et d'une immigration massive,

accusent un déficit en termes de salles de classes dans les secteurs de l'enseignement primaire et secon-

daire.

Relevant l'ambition des plus hautes autorités du pays en faveur de l'amélioration des conditions d'apprentissage des apprenants, Lætitia Dufay a laissé clairement entendre que l'AFD entend rester à leurs côtés. En soutenant pleinement le gouvernement dans cette vision, à travers la construction de nouvelles salles de classes prévues dans le cadre du Pise. Ce, conformément à la planification de la partie gabonaise.

C'est dire que, les deux parties sont résolument engagées pour la réussite du Pise, dont l'Unité de gestion des projets et l'Agence nationale des grands travaux et d'investissements (ANGTI) sont également parties prenantes.

Parlement panafricain/Ouverture de la 2e session ordinaire de la 5e législature

La situation des réfugiés à l'ordre du jour

O. N.

Libreville/Gabon

Le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, Richard Royembo, représentant le président de ladite institution, a conduit la délégation gabonaise à ces assises ouvertes, hier, à Midrand en Afrique du Sud. Les nouveaux députés membres ont également prêté serment.

LA 2e session de la 5e législature du Parlement panafricain s'est ouverte, hier, à Midrand (Afrique du Sud). Ces assises portent sur le thème : "2019, année des réfugiés, rapatriés et déplacés internes : vers des solutions durables aux déplacements forcés". Invité d'honneur à ce rendez-vous, le président de l'Assemblée nationale (PAN), Faustin Boukoubi s'est fait représenter par le 2e vice-



Photo : DR

Les nouveaux représentants du Gabon au Parlement panafricain, après leur prestation de serment. De gauche à droite : Paul Bie Eyene, François Ango Ntoutoume et Jean-Pierre Doukaga.

président de ladite institution, Richard Royembo. Au cours de la cérémonie d'ouverture présidée par le premier responsable du Parlement panafricain, Roger Nkodo Dang, les nouveaux membres ont prêté serment, comme cela est de tradition là-bas. En ce qui concerne le Gabon, il s'agit des députés François Ango Ntoutoume, Paul Bie Eyene

et Jean-Pierre Doukaga. Soulignons que dans son intervention, le représentant du PAN gabonais a mis un accent sur les principaux facteurs à l'origine des déplacements forcés des populations. Entre autres, les conflits armés, les changements climatiques, etc. Richard Royembo a également indiqué que le Parlement gabonais s'attèle



Photo : DR

Photo de famille au terme de la cérémonie d'ouverture.

à faire appliquer les textes régissant la protection des réfugiés. Tout comme il a mentionné que le président de l'Assemblée nationale du Gabon et ses collègues députés sont à pied d'œuvre pour renforcer les mécanismes législatifs permettant de mieux protéger les demandeurs d'asile dans notre pays. Non sans rappeler que le Gabon a toujours

été une terre d'accueil pour les personnes en difficultés dans leurs pays. Ce qui lui vaut le "légendaire qualificatif de havre de paix". Notons qu'en marge de cette cérémonie, Richard Royembo a rencontré la présidente du Conseil national de la Fédérations des Emirats arabes unis (EAU), Dr Amal Abdallah Al Qubaisi. Les deux personnalités

ont abordé des questions relatives aux relations diplomatiques entre nos deux pays. L'hôte du député gabonais a salué le dynamisme de la diplomatie parlementaire gabonaise. Occasion pour elle de réitérer la volonté des EAU de renforcer ses relations avec l'Assemblée nationale du Gabon, et d'inviter les parlementaires gabonais à visi-